

ÉTUDE DES CRÉDITS

2021-2022

RÉPONSES À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

VOLUME 2 DE 2 – PARTIES 43 À 132

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Volume 2

43. Primes au rendement et bonis – SCT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

44. Primes au rendement et bonis – Cabinet

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

45. Primes de départ, allocation de transition

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

46. Augmentations de salaire

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

47. Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

48. Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés.

49. Reconduction des programmes existants

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

50. Initiative ou majoration programmes existants

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

51. ETC Plan Nord (Répondue par la SPN)

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

52. Budget Plan Nord (Répondue par la SPN)

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

53. ETC Stratégie maritime (Répondue par le MTQ)

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

54. Budget Stratégie maritime (Répondue par le MTQ)

Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

55. Programmes financés par le Fonds vert (Répondue par le MELCC)

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

56. Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles (Répondue par le MERN)

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

57. Programmes financés par le Fonds du Plan Nord (Répondue par le SPN)

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

58. Contrats service juridique (Répondue par le MJQ)

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

59. Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. Masse salariale

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

61. Taux d'absentéisme

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

62. Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquête

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- e) Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

63. Cotisation à des associations

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

64. Rencontres diverses

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

65. Rencontres importantes – gouvernement

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les participants ;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

66. Sondages

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

67. Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

68. Politique jeunesse Québec

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

69. Transfert d'emplois gouvernementaux en région

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

70. Reconnaissance des acquis- personnes immigrantes (Répondue par le MIFI)

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020- 2021.

71. Protection des renseignements personnels

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

72. Politique culturelle du Québec

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

73. Enquête nationale - femmes et filles autochtones

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

74. Suivi de recommandations - Commission des autochtones

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

75. Plan d'action - Premières nations et des Inuits

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux »

76. Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

77. Politique gouvernementale de prévention en santé

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

78. Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

79. Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021: « Ensemble, nous sommes le Québec ».

80. Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

81. Plan d'action pour la main d'œuvre

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

82. Plan d'action - Un Québec pour tous les âges

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

83. Occupation et vitalité des territoires 2018-2020

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

84. Plan d'action allègement règlementaire et admin.2020-2025

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement règlementaire et administratif 2020-2025.

85. Plan d'agriculture durable 2020-2030

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

86. Plan d'action économie sociale 2020-2025

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

87. Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

88. Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

89. Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

90. Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

91. Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

92. Plan d'action en économie numérique 2016-2021

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

93. Stratégie maritime 2015-2030

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

94. Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

95. Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018- 2023

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

96. Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

97. Plan pour une économie verte 2020-2030

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

98. Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

99. Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

100. Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

101. Conciliation travail-famille

Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

102. Analyse différenciée selon les sexes

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

103. Électrification des transports

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports

104. Rétention des travailleurs d'expérience

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

105. Mesures de télétravail/travail à distance

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

106. Primes COVID-19

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

107. Mises à pieds et non- renouvellement de contrats- COVID-19

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

108. Coût matériel télétravail

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

109. Dépenses sécurité informatique

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

110. Dépenses vidéo-conférence

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;
- b) Nom du fournisseur ;
- c) Montant déboursé.

111. Remboursement matériel télétravail

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

112. Employés absents COVID-19

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

113. Soutien employés santé mentale

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

114. Matériel de protection individuel COVID-19

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
- c) Liste des fournisseurs retenus;
- d) Coûts d'installation;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;

115. Entretien ménager et désinfection des locaux

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

116. Avis DNSP / INSPQ COVID-19

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.

117. Coût mesures CNESST

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

118. Plaintes du public COVID-19

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

119. Consignes COVID-19 Cabinets ministériels

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

120. Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;

- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

121. Contrats santé publique

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

122. Contrats cabinet

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

123. Demandes d'accès à l'information

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

124. Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

125. Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

126. Actes répréhensibles

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles

visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

127. Postes ouverts et comblés

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

128. Rémunération des stages

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

129. Véhicules

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

130. Actions et dépenses PACC 2020

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

131. Rencontres - représentants autochtones

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

132. Analyse différenciée selon les sexes

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

À la suite de la signature de la convention collective 2015-2020 des professionnels, le boni pour rendement exceptionnel a été retiré le 31 mars 2019 de la Directive concernant l'attribution de la rémunération des fonctionnaires (CT 219992).

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement et aucun boni pour perfectionnement n'ont été versés pour l'année 2020-2021.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'ont été versés.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucun montant n'a été versé pour des primes au rendement et des bonis au cours de l'année financière 2020-2021.

MINISTÈRE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021, le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

RÉPONSE

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

MINISTÈRE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Il n'y a aucune prime de départ pour l'année 2020-2021 pour le personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou pour bris de contrat n'a été versée en 2020-2021.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou montant pour bris de contrat n'a été versée en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Une prime de départ (allocation de transition obtenue à la suite de départ à la retraite et aux termes du contrat), a été versée au cours de l'année financière 2020-2021 dans la catégorie d'emploi des hors cadre pour un montant total de 49 379 \$.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Le tableau ci-dessous présente les sommes dépensées (opération et capital) qui couvrent la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Sommes dépensées 2020-2021 (k\$)	
Opération (Fonctionnement)	Capital (Investissement)
4 279,8	1 844,1

- b) Le tableau ci-dessous présente les projets qualifiés en ressources informationnelles (grands dossiers en cours) en phase d'exécution.

Tableau 1 Projets MES

Nom du projet	Budget autorisé (k\$)	Dépenses au 28-02-2021 (k\$)	État d'avancement	Date de référence
Gestion de la fermeture de cycle de l'AFE	1 400,0	968,9	69 %	28-02-2021
Adaptation du site Web de l'AFE au mode mobile	1 258,0	811,6	65 %	28-02-2021

Tableau 2 -Projets communs MEQ/MES

Nom du projet	Budget autorisé (k\$)	Dépenses au 28-02-2021 (k\$)	État d'avancement	Date de référence
Consolidation des autorisations des organismes scolaires relatives aux programmes d'études (MEQ 60% - MES 40%)	993,0	MEQ : 157,6 MES : 105,0 Total : 262,6	26 %	28-02-2021
Modernisation de la gestion des demandes d'accès (MEQ 80% - MES 20%)	262,6	MEQ : 54,2 MES : 13,5 Total : 67,7	26 %	28-02-2021
Gestion des identités et des accès (GIA) (MEQ 60% - MES 40%)	4 400,0	MEQ : 636,4 MES : 424,3 Total : 1 060,7	24 %	28-02-2021
Modernisation des épreuves ministérielles (MEM) (MEQ 94% - MES 6%)	4 737,0	MEQ : 758,5 MES : 47,8 Total : 806,3	17 %	28-02-2021

Nom du projet	Budget autorisé (k\$)	Dépenses au 28-02-2021 (k\$)	État d'avancement	Date de référence
Amélioration de la gestion des listes de correcteurs (MEQ 56% - MES 44%)	501,0	MEQ : 21,7 MES : 17,4 Total : 39,1	8 %	28-02-2021

À l'exception du projet *Amélioration de la gestion des listes de correcteurs* les données actualisées des projets présentés ci-dessus apparaissent au Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec (<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>). Ce dernier projet ayant tout récemment débuté sa phase réalisation-exécution, il n'apparaîtra qu'à la prochaine parution du Tableau de bord.

- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
- e) La réponse à cette question est fournie à la question n° 11 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalence ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) La dépense totale du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 est de 2 025 200,00 \$.

Année	Dépenses d'opération	Dépenses capitalisables	Total
2020-2021	990 200,00 \$	1 035 000,00 \$	2 025 200,00 \$

* Les montants indiqués pour l'année 2020-2021 sont des prévisions, étant donné que l'année financière de l'ITHQ se termine le 30 juin.

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- e) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11 (QG-11A).

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Les ressources informatiques sont fournies en fonction d'une entente entre le Comité et le Ministère, laquelle stipule qu'elles sont incluses dans le budget du Ministère.
- b) Aucun grand dossier en cours;
- c) La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits;
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes;
- e) Veuillez référer à la question 11.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) La dépense totale au cours de l'année financière 2020-2021 est de 29 209,07 \$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord du site Internet suivant : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.
- c) La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- e) Veuillez référer à la question 11.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et les membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

- a) La dépense totale relative au paiement des cotisations au 28 février 2021 est de 4 894,75\$
- b) La liste est la suivante :
 - École nationale d'administration publique
 - Institut français de l'audit et du contrôle interne

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;

En 2020-2021, 8 personnes ont bénéficié de paiements à une association (ordre ou corporation), pour une dépense totale de **3 845,50 \$**.

- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;

Liste des associations auxquelles des cotisations ont été payées en 2020-2021 :

Organisme
Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ)
Ministère de la Justice – commissaires à l'assermentation
Ordre des comptables professionnels agréés

- c) La réponse à cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

Le Comité n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle pour l'année 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

La Commission n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle au cours de l'année financière 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les participants ;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

La liste des dépenses pour les sondages :

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Firme	Nature	Montant
Synopsis	Sondage quotidien, pendant 30 jours, auprès de la population québécoise, plus particulièrement auprès des parents d'élèves et du personnel des établissements scolaires, sur le niveau d'acceptabilité quant à un retour à l'école des élèves d'ici la fin de l'année scolaire 2019-2020 dans le contexte de la COVID-19	160 000,00 \$
Synopsis	Sondage de satisfaction des étudiants des collèges et des universités du Québec à l'égard des mesures mises en place pour la session d'automne 2020 dans le contexte de la COVID-19	6 100,00 \$
Synopsis	Sondage auprès de la population québécoise (parents d'élèves des établissements scolaires primaires et secondaires) sur le niveau de satisfaction à l'égard des mesures mises en place pour la rentrée scolaire 2020 dans le contexte de la COVID-19	5 500,00 \$
Segma Recherche	Évaluation de la campagne de recrutement et de valorisation des métiers de l'éducation « Répondez présent », de la campagne sur la nouvelle gouvernance scolaire et de la campagne de promotion des études collégiales et universitaires	24 540,00 \$
Segma Recherche	Évaluation de la campagne de promotion des études collégiales et universitaires	8 180,00 \$
Segma Recherche ¹	Évaluation de la campagne de notoriété de la maternelle 4 ans diffusée en février et mars 2020	14 162,50 \$ Honoraires : 12 875,00 \$ CAG 1 287,50 \$

¹ Prestataire sous contrat avec le Centre d'acquisitions gouvernementales.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Sondages réalisés en 2020-2021

	Sujet	Firme retenue (e)	Coûts (f)
1	Étudier à l'ITHQ en temps de pandémie	Aucune	350 \$ pour la licence du logiciel (payée une seule fois)
2	Sondages sur l'appréciation de chaque activité pédagogique et de l'enseignement, pour tous les cours	Aucune	2250 \$ pour la licence du logiciel (payée une seule fois)
3	Sondage « Relance des sortants » : 1 fois par année, pour les finissants	Aucune	Aucun
4	Sondage sur les besoins technologiques des étudiants	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
5	Évaluation de la démarche d'intégration des nouveaux professeurs	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
6	Inventaire des technologies numériques utilisées par les professeurs	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
7	Sondage sur les besoins des professeurs en termes de conseil pédagogique	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
8	Consultation auprès des partenaires de l'industrie pour le placement de stagiaires	Aucune	Aucun
9	Démarchage auprès des étudiants en prévision de leur placement de stage	Aucune	Aucun
10	Sondage sur l'efficacité des mesures d'accommodement auprès d'étudiants en situation d'handicap	Aucune	Aucun
11	Sondage sur la vie étudiante auprès de l'Association générale des étudiantes et des étudiants	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
12	Sondage de satisfaction des professeurs suite aux activités de développement organisées lors des journées pédagogiques	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
13	Sondage pour connaître les enjeux des étudiants sur la possibilité de modifier les dates de l'année scolaire	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
14	Sondage de satisfaction des étudiants en HEG100 sur la rentrée d'automne 2020	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
15	Sondage sur l'évaluation de la collaboration entre les équipes concernant le concours académique MTLHC	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
16	Sondage auprès des étudiants pour évaluer leur niveau de stress et d'anxiété	Aucune	Licence annuelle d'utilisation
17	Sondage sur la cérémonie de remise des diplômes 2019-2020 : connaître les intérêts et préférences des	Aucune	Licence annuelle d'utilisation

Secteur : Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Page 1 de 2

Unité : Direction principale des études universitaires et de la recherche,
 Direction principale des études professionnelles, techniques et des affaires étudiantes,
 Direction principale des communications et du développement commercial,

Date : 30 mars 2021 – 16 h 32

	Sujet	Firme retenue (e)	Coûts (f)
	diplômés quant à la réalisation de leur événement selon les conditions de distanciations connues avec la pandémie (report, virtuel ou hybride)		
18	Sondage sur la satisfaction des participants pour les perfectionnements	Uxpertise	Aucun
19	Sondage sur la satisfaction des participants pour les Ateliers SAQ	Uxpertise	Aucun
20	Hôtel de l'ITHQ : divers sondages en raison de la pandémie	Aucune	Licences annuelles d'utilisation
21	Sondages sur la satisfaction du client envoyé après chaque visite au Restaurant de l'ITHQ	Resy	Aucun

Les réponses aux sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Le Comité n'a réalisé ni sondage, ni enquête d'opinion en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les questions posées;
 - d) Les réponses;
 - e) La firme retenue;
 - f) Les coûts.
-

RÉPONSE

- a) La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- e) En 2020-2021, la Commission a réalisé des sondages à l'aide de l'outil en ligne de Survey Monkey.
- f) Le coût total lié à ces sondages est de 312 \$.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant;

a) Il n'y a eu aucun placement dans les médias communautaires pour l'année 2020-2021.

b) Pour l'année 2020-2021 :

Dépenses publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires - Internet et médias sociaux	Montant
Promotion de l'offre éducative québécoise à l'internationale	100 %	68 654,78 \$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes les dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Pour l'année 2020-2021 :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant :
43,78 % ; 156 830 \$

- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant :
56,22 % ; 201 388 \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Le Comité n'a engagé aucune dépense publicitaire en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

Aucune dépense publicitaire n'a été réalisée au cours de l'année financière 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études n'a engagé aucune dépense, ni réalisé aucune action, dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

RÉPONSE

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est fournie à la question n° 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études n'a engagé aucune dépense, ni réalisé aucune action, dans le cadre de la Politique culturelle du Québec 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépenses et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

RÉPONSE

Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour les fins du télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

RÉPONSE

La réponse à cette question est fournie à la question n° 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

RÉPONSE

Pour la réponse à cette question, veuillez vous référer à la question 8 (QG-8A).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

RÉPONSE

Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail en 2020-2021.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse à la question 8.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

RÉPONSE

La réponse à cette question est fournie à la question n° 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépenses en frais de consultants en sécurité informatique.

RÉPONSE

Pour la réponse à cette question, veuillez vous référer à la question 8 (QG-8A).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en matière de sécurité informatique en 2020-2021.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse à la question 8.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services en vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats;
- b) Nom du fournisseur;
- c) Montant déboursé.

RÉPONSE

La réponse à cette question est fournie à la question n° 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;
- b) Nom du fournisseur ;
- c) Montant déboursé.

RÉPONSE

Pour la réponse à cette question, veuillez vous référer à la question 8 (QG-8A).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;
- b) Nom du fournisseur ;
- c) Montant déboursé.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée pour l'acquisition de services de vidéo-conférence en 2020-2021.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc) :

- a) Liste des contrats;
- b) Nom du fournisseur;
- c) Montant déboursé.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse à la question 8.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucun remboursement aux employés n'a été effectué en date du 28 février 2021. La consigne visant la compensation financière aux employés en télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire a été transmise aux employés le 4 mars 2021. La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire (date indéterminée à ce jour).

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucun remboursement aux employés effectué pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucun somme n'a été dépensée en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Aucun remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail au cours de l'année financière 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externe en la matière.

RÉPONSE

a) Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur ont dépensé 112 666,50 \$ au soutien aux employés en matière de santé mentale.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur ont dépensé 77 356,42 \$ spécifiquement en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur n'ont pas octroyé de contrat de plus de 25 000 \$ à des ressources externes en matière de santé mentale.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées ;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

- a) Les sommes dépensées :
Un montant annuel de 10 000 \$ est prévu pour un programme d'aide aux employés et à leur famille. Au 28 février 2021, le montant total dépensé était de 7 430 \$. Cependant, étant donné la nature confidentielle des services, il n'est pas possible d'isoler la portion de ce montant qui a été consacrée à des services en santé mentale.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière :
Un montant annuel de 10 000 \$ est prévu pour un programme d'aide aux employés et à leur famille. Au 28 février 2021, le montant total dépensé était de 7 430 \$. Cependant, étant donné la nature confidentielle des services, il n'est pas possible d'isoler la portion de ce montant qui a été consacrée à des services en santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

- a) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en 2020-2021.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée en 2020-2021.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

RÉPONSE

- a) Aucune somme n'a été dépensée concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale au cours de l'année financière 2020-2021;
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
- c) Aucune somme n'a été dépensées en ressources externes en matière de santé mentale au cours de l'année financière 2020-2021.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
- c) Liste des fournisseurs retenus;
- d) Coûts d'installation;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;

RÉPONSE

Ces données sont communes aux ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

- a) 26 013,58 \$
- b) Gants, lingettes, masques, lunettes de protection, gel et autres.
- c) Novexco inc. (Hamster)
Produits Cadillac
Distribution industrielle GC inc
Formation Prévention Secours inc.
AMP Digital inc.
Société québécoise des infrastructures.
Monette Express
- d) 4 689,30 \$ (installation, manutention et livraison)
- e) s/o
- f) Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées ;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.) ;
- c) Liste des fournisseurs retenus ;
- d) Coûts d'installation ;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés ;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

RÉPONSE

- a) Total des dépenses réalisées : 45 503,08 \$

- b) Type de matériel de protection acquis :
 - Gants
 - Lingettes
 - Masques
 - Liquide assainisseur

- c) Liste des fournisseurs retenus :
 - EMBALLAGES CARROUSEL INC.
 - SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED
 - 11324624 CANADA INC. - GROUPE GOLTUM
 - SANISOURCE, GESTION CAPITAL GOSSELIN INC.

- d) Coûts d'installation :
 - Les coûts d'installation, s'il en est, sont inclus dans le total des dépenses réalisées.

- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés :
 - La réponse à cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif :
 - Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
- c) Liste des fournisseurs retenus;
- d) Coûts d'installation;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

RÉPONSE

- a) Aucun contrat n'a été octroyé ni aucune somme dépensée concernant l'achat de matériel de protection individuel par le CCAFE en 2020-2021;
- b) Voir réponse en a).
- c) Voir réponse en a).
- d) Voir réponse en a).
- e) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- f) Voir réponse en a).

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
 - b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
 - c) Liste des fournisseurs retenus;
 - d) Coûts d'installation;
 - e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
 - f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.
-

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée concernant l'achat de matériel de protection individuel au cours de l'année financière 2020-2021.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées ;
- b) Le nom des fournisseurs retenus ;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

- a) Le total des sommes dépensées :
 - 201 096\$
- b) La liste des fournisseurs retenus :
 - SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED
- c) La liste des contrats :
 - Contrat DB 14225

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

RÉPONSE

L'entretien ménager et la désinfection des locaux fait partie du bail qui a été conclu entre le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, la Société québécoise des infrastructures et Cominar.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Le Ministère n'a reçu aucune visite d'inspecteur de la CNESST dans ses établissements.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

En 2020-2021, il n'y a eu aucune visite de la CNESST dans les locaux de l'ITHQ. En conséquence, aucune dépense n'a été engagée après une telle visite.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Aucune mesure de ce type n'a été mise en place en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée concernant la mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST au cours de l'année financière 2020-2021.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Trois contrats ont fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Le tableau inclut les données pour le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur.

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Montant du supplément	Montant total incluant le supplément	Motif de la demande
Cofomo, In Fidem, M3P Services- conseils	1 143 643 \$	85 636 \$	1 343 643 \$	Un premier avenant de 114 364 \$ (10 %) a été fait. Le second avenant d'un montant de 85 636 \$ (7,48 %) porte le total des modifications à 200 000 \$, soit 17,48 %. En raison du délai trop serré pour produire et publier un nouvel appel d'offres public dans les temps requis pour aller chercher les ressources externes nécessaires au Volet A « Sécurité de l'information », afin de continuer les différents travaux de sécurité de l'information tels que les travaux nécessaires en lien avec le Centre opérationnel de cyberdéfense (COCD) et de l'impact négatif d'un retard engendré dans la réalisation de ces mandats, un avenant de prix pour le Volet A des contrats issus de l'appel d'offres 256083-S4-AP a été réalisé.
Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Les services conseils ABna inc., Levio Conseils inc.	785 540 \$	64 964 \$	927 094 \$	Un premier avenant de 76 590 \$ (9,75 %) a été fait. Le second avenant de 64 964 \$ (8,27 %) porte le total des modifications à 141 554 \$, soit 18,02 %. En raison du délai trop serré pour produire et publier un nouvel appel d'offres public dans les temps requis pour aller chercher les ressources externes nécessaires au Volet C « Méthodologique et pédagogique », afin de continuer les différents travaux de gestion du changement d'agilité de plusieurs projets gérés par la Direction des projets en ressources informationnelles (DPRI) et d'éviter les impacts négatifs qu'aurait une absence de ces services spécialisés et

				d'expertise pour la continuité des travaux, un deuxième avenant de prix pour le Volet C des contrats issus de l'appel d'offres 256083-S4AP a été réalisé.
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS)	800 000 \$	180 000 \$	1 059 999 \$	<p>Un premier avenant de 79 999 \$ (10 %) a été fait. Le second avenant de 180 000 \$ (22,50 %) porte le total des modifications à 256 999 \$, soit 32,50 %.</p> <p>Ce mandat permettra d'assurer le synchronisme entre les modifications apportées par le Ministère et celles réalisées par la Société GRICS. Ce synchronisme est essentiel afin d'assurer le bon fonctionnement des systèmes informatiques de mission du MEQ tels que Charlemagne, Percos/IPOS.</p>

Source : Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande ;

RÉPONSE

Deux contrats en 2020-2021 ont fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant de l'organisme en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi	d) le montant accordé	e) les motifs de la demande
AVTECH Inc	316 307 \$	Prolongation du contrat afin de couvrir la période nécessaire à la préparation d'un nouvel appel d'offres. La nature des services demeure inchangée.
Corps Canadien des Commissionnaires	237 076 \$	Prolongation du contrat afin de couvrir la période nécessaire à la préparation d'un nouvel appel d'offres. La nature des services demeure inchangée.

Les réponses aux sous-questions a) et c) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du président de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en 2020-2021 en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'état de prestation des services;
 - e) l'échéancier.
-

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

RÉPONSE

La réponse à cette question est fournie à la question n° 8 des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2020-2021** des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et les organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité	Mandat	Liste des personnes	Honoraires
Comités d'enquête	<p>Le mandat des avocats est d'agir à titre de président du comité d'enquête constitué par le ministre, dans les cas suivants :</p> <p><i>Dans le cas d'une ordonnance ou d'une accusation encore pendante</i></p> <p>Le mandat d'un comité d'enquête est d'établir si, à son avis, un enseignant faisant l'objet d'une ordonnance judiciaire ou d'une accusation encore pendante pour une infraction criminelle ou pénale, qui de l'avis du ministre, a un lien avec l'exercice de la profession enseignante, a commis une faute grave à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la fonction enseignante.</p> <p><i>Dans le cas d'une plainte</i></p> <p>Le mandat d'un comité d'enquête est d'établir si une plainte, déposée contre un enseignant, est fondée et si cet enseignant a commis une faute grave à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou un acte dérogatoire à</p>	<p>M^e Daniel Chénard M^e Louis Masson M^e Madeleine Lemieux M^e David Ettegui M^e Pierre Chagnon M^e Monique Nadeau</p>	<p>Pour l'année financière 2019-2020, en date du 31 mars 2020, un montant de 49 499,82 \$ a été versé à M^e Chénard, un montant de 13 160,00 \$ a été versé à M^e Masson, un montant de 7 455,50 \$ a été versé à M^e Lemieux, un montant de 6 230,00 \$ a été versé à M^e Ettegui, un montant de 6 160,00 \$ a été versé à M^e Chagnon et un montant de 2 800,00 \$ a été versé à M^e Nadeau. Pour un montant total de 85 305,32 \$.</p>

	l'honneur et à la dignité de la fonction enseignante.		
Comité de révision et conseil (convention collective des enseignants FNEEQ [CSN]) Comité de révision (convention collective des enseignants FEC [CSQ])	Traiter les plaintes en matière de scolarité des enseignants et recevoir, aux fins d'étude ou de recommandation, les plaintes ou les suggestions relatives à une règle d'évaluation contenue au Manuel d'évaluation de la scolarité.	M ^{me} Danielle Fleury	Des rencontres ont eu lieu avec la FNEEQ seulement. Pour l'instant, aucun montant n'a été versé à M ^{me} Fleury pour l'année financière 2019-2020.
Comité de révision et comité conseil (conventions collectives FSE et FAE)	Traiter les plaintes en matière de scolarité des enseignants et recevoir, aux fins d'étude ou de recommandation, les plaintes ou les suggestions relatives à une règle d'évaluation contenue au Manuel d'évaluation de la scolarité.	M ^{me} Danielle Fleury	Aucun montant n'a été versé à M ^{me} Fleury pour l'année financière 2019-2020 puisqu'aucune rencontre n'a eu lieu.
Comité de révision (convention collective APEQ)	Traiter les plaintes en matière de scolarité des enseignants et recevoir, aux fins d'étude ou de recommandation, les plaintes ou les suggestions relatives à une règle d'évaluation contenue au Manuel d'évaluation de la scolarité.	M ^{me} Danielle Fleury	Aucun montant n'a été versé à M ^{me} Fleury pour l'année financière 2019-2020 puisqu'aucune rencontre n'a eu lieu.
Comité de réflexion sur la formation collégiale en Sciences de la nature	Le comité a pour mandat de recueillir les avis des acteurs-clés, d'identifier les éléments positifs à préserver, d'analyser l'ensemble des problèmes relevés et de dégager des éléments de solution susceptibles de favoriser la finalisation du projet de programme d'étude.	M ^{me} Carole Lavoie M. Yves Gingras M. Frédéric Bouchard Durée du mandat : 8 mois Date de début : 14 janvier 2019 Date de fin : 20 septembre 2019, prolongé jusqu'au 31 décembre 2019 pour Carole Lavoie	Carole Lavoie, présidente du comité : 58 228,55 \$, comprenant les frais de déplacement. Yves Gingras : 16 148,50 \$, comprenant les frais de déplacement. Frédéric Bouchard : 20 441,03 \$, comprenant les frais de déplacement.
Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	Émettre des avis au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur les questions relatives aux services éducatifs dans le secteur anglophone	Présidente : M ^{me} Catherine Le Maistre Durée du mandat : 3 ans Date de fin : 30 juin 2020 Membres :	1 500 \$ par mois avec un maximum de 2 000 \$ de frais de déplacement Hormis M ^{me} Cathrine Le

	<p>dans ses écoles primaires et secondaires et ses centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes, ainsi que de répondre aux demandes d'avis que le ministre lui adresse.</p>	<p>M^{me} France Bourassa (2019) M^{me} Pamela Bussey (2021) M. Alain Guy (2021) M^{me} Heather Halman (2022) M^{me} Susan Hamilton (2020) M^{me} Stephanie Krenn (2019) M. Paul Laberge (2019) M^{me} Jan Langelier (2021) M^{me} Roma Medwid (2020) M^{me} Suzanne Meesen (2020) M^{me} Marzia Michielli (2021) M^{me} Pelsgia Nickoletopoulos (2020) M^{me} Louise Outland (2022) M^{me} Corinne Payne (2022) M. Sylvain Racette (2022) M. Jean Robert (2021) M^{me} Chantale Scroggins (2020) M. Warren Thomson (2020) M. Robert Watt (2021)</p> <p>Durée du mandat : 3 ans Date de fin : variable selon l'année de nomination (juin 2019, 2020, 2021 et 2022)</p>	<p>Maistre, présidente, tous les membres de la CELA siègent à titre de bénévole. Toutefois, leurs frais de déplacement sont payés.</p>
Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	<p>Réaliser divers travaux, dont le traitement et la compilation de données, l'analyse de données, la rédaction technique et l'édition de rapport. Durée du mandat : 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.</p>	<p>M^{me} Cathrine Le Maistre, spécialiste en recherche</p> <p>Durée du mandat : 1 an Date de fin : 30 juin 2020</p>	<p>30 heures par mois à un tarif de 50 \$/heure, pour 1 500 \$ mensuellement. Frais de déplacement : selon les frais réclamés pour un montant maximal de 1 000 \$ annuellement.</p>
Table des gestionnaires du réseau scolaire sur les enjeux liés à la diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse en milieu scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de la mise en œuvre des orientations ministérielles relatives à l'intégration linguistique et à l'éducation interculturelle (La <i>Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle</i> au moment de la création de la Table); • Favoriser le partage d'expertise et la mise en commun des bonnes pratiques; • Identifier les forces, les progrès, les 	<p>M. Daniel Camirand (ADIGECS) M^{me} Hélène Bourdages (AMDES) M. Michel Turcotte (AQCS) M^{me} Josée Duhamel (AQPDE) M^{me} Linda Pagé (FQDE) M^{me} Eva Lettner (AAESQ) M. Benoît Duhême (Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec) M. Patrice Daoust (FEPP) M. Charles-Antoine Sévigny (MIFI) M. Stéphan Reichhold (Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes [TCRI])</p> <p>Experts invités selon les travaux en cours : M^{me} Geneviève Audet (UQAM, mandatée pour offrir la formation aux gestionnaires)</p> <p>Représentants du MEES :</p>	<p>Aucun.</p>

	<p>obstacles et les réalisations liés à la mise en œuvre des orientations;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consulter le réseau sur les ajustements nécessaires; • Faire des recommandations au ministre dans les matières qui le requièrent. <p>Principales préoccupations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accueil et l'intégration des élèves issus de l'immigration; • La mise sur pied de services particuliers destinés aux élèves issus de l'immigration, comme le prescrit le régime pédagogique; • Le soutien offert au milieu scolaire pour l'organisation des services; • La gestion de la diversité en milieu scolaire et la mise en place de pratiques favorisant l'éducation interculturelle. 	<p>M. Steven Colpitts, SMA (présence au besoin) M^{me} Gabrielle Nicole, directrice DILEI M^{me} Paula St-Arnaud, conseillère DILEI M. Jean-Sébastien Drapeau, directeur DEAFP</p>	
Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones	<p>La Table nationale a été mise sur pied dans le cadre de la Politique sur la réussite éducative afin de permettre aux partenaires autochtones en éducation de se concerter en lien avec les besoins des élèves autochtones en formation générale des jeunes, des adultes et en formation professionnelle. À cet effet, elle a pour mandat de créer un lieu officiel de concertation entre le Ministère et les organisations autochtones en éducation.</p>	<p>Membres de la Table nationale : Catherine Rutherford (Commission scolaire crie), Erik Olsthoorn (Commission scolaire Kativik), Nathan Uniam (Comité d'éducation Naskapi), Jill Robinson (Commission scolaire Central Québec), Ana Osborne (Commission scolaire du Littoral), Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James), Denis Gros-Louis (Conseil en éducation des Premières Nations), Rola Helou (Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes), Isabelle Therrien (Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat), Julie Basile (Institut Thsakapesh), Lisette Petiquay (Conseil de la Nation Atikamekw),</p>	<p>Frais de déplacement de la rencontre du 11-04-2018 : Isabelle Julie (Commission scolaire de la Baie-James) 677 \$; Lucien Maltais (Commission scolaire du Fer) : 919 \$</p> <p>Frais de déplacement de la rencontre du 12-09-2018 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) 748 \$</p> <p>Frais de</p>

		<p>Amélie Lainé (Regroupement des centres d'amitiés autochtones du Québec), Yannick Roy (Commission scolaire Harricana et Association des directions générales des Commissions scolaires), Ruth Ahern (Association des directeurs généraux des commission scolaires anglophones du Québec), Isabelle Tremblay (FSE-CSE pour la Centrale des Syndicats du Québec)</p> <p>Représentants du MEES : Steven Colpitts, SMA, Martin Quirion (DRPNIN), Josée Arseneault (DRPNIN), Sara Abdelgawad (DRPNIN), Marie-Laure Tremblay (DRPNIN)</p>	<p>déplacement de la rencontre du 28-11-2018 : Erik Olsthroorn (Commission scolaire Kativik) : 1 575 \$; Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 432,5 \$; Nathalie Beauvais : (Step by Step) : 249 \$; Yannick Roy (Commission scolaire Harricana) : 572 \$</p> <p>Frais de déplacement de la rencontre du 13-02-2019 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 1 246 \$</p> <p>Frais de déplacement de la rencontre du 15-05-2019 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 1 350 \$ et Yannick Roy (Commission scolaire Harricana) : 1 173 \$</p> <p>Frais de déplacement de la rencontre du 26-09-2019 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 1 976 \$ et Yannick Roy (Commission scolaire Harricana) : 1 126</p> <p>Frais de déplacement de la rencontre du 22-01-2020 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 891 \$</p>
Sous-comité	Le Sous-comité 0-8 ans	Membres :	Frais de déplacement

0-8 ans	<p>visé pour mandat de développer des mesures pour les jeunes autochtones de 0-8 ans dans le cadre de la Stratégie Tout pour nos enfants.</p>	<p>Elma Moses (Commission scolaire crie), Erik Olshoorn (Commission scolaire Kativik), Edward Shecanapish (Comité d'éducation Naskapi), Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James), Jill Robinson (Commission scolaire Central Quebec), Yannick Roy (Association des directions générales des commissions scolaires- Commissions scolaire Harricana), Lise Bastien (Conseil en éducation des Premières Nations), Sylvie Pinette (Institut Tshakapish), Lisette Petiquay (Conseil de la Nation Atikamekw), Claudie Paul (Regroupement des Centres d'amitiés autochtones du Québec), Ruth Ahern (Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones), Kelly Pepabano (Gouvernement de la Nation crie), Nathalie Beauvais (Step by Step), Julie-Ann Berthe (Administration régionale Kativik), Nadine Rousselot (Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador)</p> <p>Ministère de la famille : Andrée Dionne, Sylvie Goupil, Véronique Martin, SAA : Joannie Cloutier-Tremblay</p> <p>MEES : Josée Arseneault, Sara Abdelgawad, Marie-Laure Tremblay, Anne Desruisseaux, Anny Bussièrès, Loïc Di Marcantonio, Nathalie Lapointe</p>	<p>rencontre du 22-08-2018 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 1 971 \$</p> <p>Frais de déplacement Rencontre du 27-11-2018 : Erik Olshoorn (Commission scolaire Kativik) : 1 575 \$; Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 432,5 \$; Nathalie Beauvais : (Step by Step) : 249 \$; Yannick Roy (Commission scolaire Harricana) : 572 \$</p> <p>Frais de déplacement rencontre du 22-01-2019 : Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James) : 402 \$; Yannick Roy (Commission scolaire Harricana) : 1 165 \$ et Nathalie Beauvais (Step by Step) : 319 \$.</p>
Table sur la réussite du réseau éducatif anglophone	Fournir des recommandations d'actions concertées dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement des langues secondes (ECQ)	<p>Katherine Korakakis, Association des comités de parents anglophones – Steven Colpitts, SMA, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) – Nadia Ghagi MEES - Boyd Lavallée, MEES – Dan Lamoureux, Association des commissions scolaires anglophones du Québec – Dominic Di Stefano, Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec – Véronique Marin,</p>	Aucun frais de réclamer pour la 1 ^{ère} rencontre

		<p>Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec – Sylvain Racette, Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec – Lucie Roy, Table des directeurs de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle – Chantale Scroggins, Table des administrateurs des services éducatifs complémentaires – Sébastien Joly, Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec – Stéphane Lagacé, Table des directeurs des services éducatifs anglophones</p>	
Comité consultatif sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur	Fournir des recommandations concernant l'élaboration du Plan d'action sur la santé mentale étudiante en enseignement supérieur 2021-2026.	<p>Ministère de l'Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mariannik Toutant, chef d'équipe des affaires étudiantes • Andra Lorent, conseillère aux politiques <p>Réseau collégial public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Danielle Malkassoff, directrice de services aux étudiants, Cégep de Saint-Laurent • Alain Aubuchon, directeur de la vie étudiante, Cégep de Saint-Jérôme • Geneviève Rey-Lescure, conseillère aux affaires éducatives, responsable du Réseau intercollégial des intervenants psychosociaux (RIIPSO), Fédération des cégeps • Éric Bédard, psychologue, Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu • Hélène Bailleu, directrice générale, Cégep régional de Lanaudière <p>Réseau collégial privé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lyne Tremblay, directrice adjointe, Collège LaSalle • Manon Bouchard, chargée de projet, Association des collèges privés du Québec (ACPQ) <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Virginie Allard-Cameus, directrice, Centre de santé et de consultation psychologique, Université de Montréal 	Aucun.

		<ul style="list-style-type: none"> • Julie Lane, directrice, Centre RBC d'expertise universitaire en santé mentale destiné aux enfants, adolescents et aux jeunes adultes, Université de Sherbrooke • Gina Gagnon, directrice, Services aux étudiants, Université du Québec à Chicoutimi • Stéphanie Gadoury, directrice des services-conseil, Service de la vie étudiante, Université du Québec à Montréal • Mégane Girard, agente de recherche, Réseau de l'Université du Québec – siège social <p>Fédérations étudiantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jade Marcil, présidente, Union étudiante du Québec (UEQ) • Hadrien Chénier-Marais, président, Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP) • Noémie Veilleux, présidente, Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) 	
Comité mixte des affaires matérielles et financières (COMIX)	Le COMIX est une instance de concertation et de partenariat entre le MES et la Fédération des cégeps et son réseau des 48 cégeps du Québec. Il joue un rôle d'interface entre le Ministère et les cégeps, et ce, afin de faire progresser conjointement les dossiers du financement et des ressources matérielles dans le réseau collégial public.	<p>MES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général du financement • Conseiller stratégique au directeur général du financement • Directrice de la programmation budgétaire et du financement • Conseillère experte du financement des cégeps et des collèges privés • Directrice des contrôles financiers et de la conformité • Directrice des études, du développement et des systèmes • Directrice générale des affaires collégiales • Directrice des relations du travail du réseau collégial • Directeur général des infrastructures • Directeur de l'expertise et du développement des infrastructures • Directeur général des affaires universitaires et interordres • Directeur général de la transformation numérique et des ressources informationnelles • Directeur général de la 	Aucun (dans le cadre de leurs fonctions).

		<p>transformation numérique et des ressources informationnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général des affaires universitaires et interordres <p>Cégeps</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue • Directeur du service des ressources matérielles et des technologies de l'information, Cégep régional de Lanaudière • Directrice de la formation continue, Cégep de Chicoutimi • Directeur des services administratifs, Fédération des cégeps • Analyste économique, Fédération des cégeps • Directeur général, Collège Dawson • Directeur des ressources humaines, Cégep de Rivière-du-Loup • Directrice des services financiers et des ressources matérielles, Cégep Montmorency • Directeur général, Cégep de Baie-Comeau • Directeur des études, Collège Lionel-Groulx • Directeur des systèmes et des technologies de l'information, Cégep Limoilou • Directeur des services financiers, Cégep Ahuntsic • Directeur des affaires étudiantes et communautaires, Cégeps Édouard Montpetit 	
Sous-comité des ressources matérielles	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du cadre de gestion pour les investissements en infrastructures. • Traiter des priorités pour le réseau collégial en matière d'allocations normalisées et suivi des enveloppes des cégeps. <p>Comité consultatif pour l'élaboration des règles budgétaires, la modernisation des outils de transmission afférents au budget d'investissement, des rapports financiers et des paramètres de financement</p>	Représentants des cégeps, de la fédération et du Ministère	Aucun (dans le cadre de leurs fonctions).

<p>Comité mixte sur les affaires éducatives MEES – Association des collèges privés du Québec</p>	<ul style="list-style-type: none"> • jouer un rôle d’interface entre le Ministère et les collèges privés, pour faire évoluer conjointement les grands dossiers éducatifs du réseau collégial privé dans trois grands domaines : les affaires éducatives, la formation technique et la formation continue 	<ul style="list-style-type: none"> • Directrice de la Direction générale des affaires collégiales • Directrice de la Direction des programmes de formation collégiale • Directeur de la Direction de de la formation continue et de l’enseignement privé • Directeur de la Direction de l’adéquation formation-emploi • Directeur de la Direction des affaires étudiantes et interordres • Chef du service de la formation technique • Chef du service de la formation préuniversitaire et de la recherche • Six directrices ou directeurs des études de collège • Directeur général de l’Association des collèges privés du Québec (ACPQ) • Professionnelle de l’Association des collèges privés du Québec • Professionnelle du ministère de l’Enseignement supérieur 	<p>Aucun (dans le cadre de leurs fonctions).</p>
<p>Groupe de travail mixte MES-BCI sur les ressources matérielles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Échanger et partager sur les enjeux et les cadres de références en infrastructures universitaires; • Établir les bases d’une compréhension commune des structures, des mécanismes et des modes de fonctionnements du Ministère et des universités; • Clarifier les normes et les procédures gouvernementales et ministérielles ainsi que les rôles des universités et du Ministère qui permettent de déterminer la pertinence des projets d’infrastructures; • Renforcer la collaboration effective sur les questions liées au maintien, au fonctionnement et au développement des infrastructures universitaires; • Proposer des solutions 	<p>Représentants des universités, du Bureau de coopération interuniversitaire et du Ministère</p>	<p>Aucun (dans le cadre de leurs fonctions).</p>

	innovantes en infrastructures universitaires.		
Comité-conseil – Université du futur	<p>Ce comité a pour mandat d'assurer la planification et le suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport sur l'université du futur. Il est notamment chargé de proposer des actions et des mesures reliées à l'ensemble des recommandations du rapport.</p> <p>Plus spécifiquement, il doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • approuver un plan de travail sur le déploiement des actions et mesures issues des recommandations et pistes d'action du rapport en lien avec les priorités exprimées par les autorités ministérielles et gouvernementales; • examiner et donner des avis sur les actions ministérielles en cours en lien avec les orientations et recommandations du chantier (le plan d'action sur la réussite, les travaux du chantier sur la reddition de comptes, le déploiement des projets en lien avec le numérique, ou autres plans à venir); • proposer des mesures ou des actions en lien avec les enjeux entourant l'équité, la diversité et l'inclusion, la place des universités dans la société, la recherche, l'innovation, 	<ul style="list-style-type: none"> • M^{me} Émilie Foster, adjointe parlementaire de la ministre; • M. Nicolas Descroix, directeur du cabinet de la ministre; • M^{me} Isabelle Desrochers-Galipeau, conseillère au cabinet; • M. Simon Bergeron, sous-ministre adjoint au développement et au soutien des réseaux, MES; • M^{me} Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe à la performance, au financement et au soutien à la gestion, MES; • M. Rémi Quirion, scientifique en chef, Fonds de recherche du Québec (FRQ); • Mme Denise Pérusse, directrice aux défis de société et aux maillages intersectoriels, FRQ; • M. Claude Corbo, président de la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires, Conseil supérieur de l'Éducation; • M. Pierre Cossette, recteur, Université de Sherbrooke et président du Bureau de coopération interuniversitaire; • M. Martin Maltais, directeur de l'unité départementale des sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Rimouski; • M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres, MES; • M^{me} Emanuelle Bérubé, conseillère aux affaires universitaires, MES (secrétaire du comité-conseil). 	Aucun.

	<p>l'internationalisation et le financement;</p> <ul style="list-style-type: none"> réaliser les consultations requises dans l'appareil gouvernemental ou avec le réseau pour la mise en place des mesures ou des actions nécessitant l'intervention d'autres organismes ou ministères notamment le ministère de l'Économie et de l'Innovation. 		
<p>Comité d'experts sur la reconnaissance de la liberté académique</p>	<p>Le mandat du Comité consiste à rédiger une proposition d'orientations gouvernementales sur la liberté académique et à déterminer le meilleur véhicule pour la reconnaître.</p> <p>Le comité devra s'appuyer notamment sur la recommandation portant sur la liberté académique contenue dans le rapport « L'université québécoise du futur - Tendances, enjeux, pistes d'action et recommandations ».</p> <p>Le comité est également invité à produire:</p> <ul style="list-style-type: none"> une description des situations récentes qui ont mis en cause le concept de liberté académique au Québec; une analyse des enjeux qui y sont associés en tenant compte des expériences d'autres juridictions nationales et internationales; un état des lieux sur les dispositions existantes dans les universités en la matière; 	<ul style="list-style-type: none"> M. Alexandre Cloutier, vice-recteur aux partenariats aux affaires internationales et autochtones de l'Université du Québec à Chicoutimi, président du comité; M. Yves Gingras, professeur titulaire au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et directeur scientifique de l'Observatoire des sciences et des technologies; M^{me} Chantal Pouliot, professeure titulaire au Département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage de l'Université Laval; M^{me} Aline Niyubahwe, professeure agrégée à l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue; M^{me} Josée Maurais. Doctorante en chimie au Département de chimie de l'Université de Sherbrooke. 	

	<p>Le Comité aura aussi la responsabilité de soumettre une proposition sur des mécanismes à mettre en place dans les établissements universitaires afin d'appliquer les dispositions relatives à la liberté académique.</p>		
Comité-conseil CAFF	<p>Le comité-conseil CAFF a pour mandat d'analyser les codes de classification académique aux fins de financement (CAFF) attribués par les établissements universitaires aux activités pédagogiques et aux programmes de grade.</p> <p>Les universités sont responsables de l'attribution initiale des codes. Un premier tri est fait au Ministère. Certains codes sont soumis au comité-conseil CAFF, qui les analyse et leur attribue un code CAFF.</p> <p>Les universités peuvent faire appel des décisions du comité-conseil CAFF, qui révisera sa décision à la rencontre suivante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • M. Jean Choquette, directeur de la Planification stratégique, Polytechnique Montréal; • M. Michel Steben, conseiller spécial, Université du Montréal; • M. Richard Martin, directeur général de l'analyse, de la planification et du budget, Université McGill; • M^{me} France Myette, vice-rectrice adjointe, cabinet du recteur, Université de Sherbrooke; • M. Philippe Horth, adjoint au vice-recteur à la formation et à la recherche, UQAR; • M. Martin Villemure, coordonnateur aux programmes, UQAR; • M. Claude Létourneau, conseiller au vice-recteur aux affaires administratives et financières, UQAM; • M. Michel Jacques, directeur du Bureau de planification et d'études institutionnelles et adjoint au vice-recteur exécutif, Université Laval 	Aucun
Comité des programmes universitaires (CPU)	<p>Le Comité des programmes universitaires (CPU) a pour mandat d'examiner l'opportunité, pour le ministère de l'Enseignement supérieur (MES), de soutenir, en y affectant des fonds publics, le développement de nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat proposés par les universités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • M. Gérard Boismenu, professeur, Département de sciences politiques, Université de Montréal; • M. Antonello Callimaci, professeur, Département des sciences comptables, Université du Québec à Montréal; • M^{me} Maryse Champagne, analyste, Direction de la programmation budgétaire et du financement, MES; • M. Michel De Waele, professeur titulaire, Département des sciences historiques, adjoint au vice-recteur aux études et aux affaires étudiantes Université Laval; 	Aucun

		<ul style="list-style-type: none"> • M. Jason Morin, vice-président du Comité, Service des affaires académiques, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, MES; • M^{me} Nathalie Lewis, professeure, Département sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski; • M^{me} Chantal Morin, Secrétaire-coordonnatrice du Comité et analyste, Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires, MES; • M. Marc-André Thivierge, président du Comité, Directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres, MES. 	
Table permanente d'échange MES-Associations étudiantes	La Table a pour mandat d'offrir un lieu d'échange et de diffusion d'information sur des enjeux propres à l'enseignement supérieur, dont des orientations, des politiques et autres projets d'intérêt pour l'ensemble des étudiants inscrits à un programme en enseignement supérieur.	<p>Membres MES permanents de la Table :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bernard Matte, sous-ministre de l'enseignement supérieur; • Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur; • Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres; • Christian Lavoie, directeur des affaires étudiantes et interordres; • Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales; • Eric Fournier, directeur général du financement; • Sylvain Périgny, sous-ministre adjoint, Secteur de l'accessibilité aux études, des infrastructures et des ressources informationnelles; • Martin Baron, directeur général de l'accessibilité financière aux études; • Simon Boucher-Doddrige, directeur des programmes d'accessibilité financière aux études et des recours. <p>Fédérations étudiantes</p>	Aucun
Forum Ministère-Réseaux pour l'Entente Canada-Québec relative à l'enseignement dans la langue	Ce forum vise à permettre au Ministère la transmission à ses partenaires de toute l'information utile concernant l'appel de projets et les orientations qu'il décide	<p>Représentants du réseau collégial, collégial privé et universitaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nancy Beattie, directrice de campus, Champlain Collège Lennoxville; • Isabelle Laurent, directrice des affaires éducatives et de la 	Aucun

de la minorité et à l'enseignement des langues secondes	dans la gestion de l'Entente.	<p>recherche, Fédération des cégeps;</p> <ul style="list-style-type: none"> • John McMahon, directeur général, Vanier College. • Christian Corno, président de l'ACPQ et directeur général, Collège Marianopolis; • Patrick Bérubé, directeur général, ACPQ; • Christine Hudon, vice-rectrice aux études, Université de Sherbrooke; • Miles Turnbull, vice-principal académique, Université Bishop's; <p>Représentants du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur; • Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales; • Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres; • Christian Lavoie, directeur des affaires étudiantes et interordres; • Jean-René Chalifour, chef du Service du soutien interordres et de la sanction des études collégiales; • Christine Regalbuto, coordonnatrice, Direction des affaires étudiantes et interordres. 	
Comité de liaison collégial Covid-19	Ce comité a pour mandat d'assurer le transfert d'information au réseau collégial concernant les mesures de la crise sanitaire.	<p>Ministère de l'Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Bernard Matte, sous-ministre de l'enseignement supérieur; • Mme Sylvie Lehoux, secrétaire générale; • M. Nicolas Descroix, directeur de cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur; • M. François Brochu, attaché politique du cabinet de la ministre; • Mme Eve Gaucher, conseillère au cabinet de la ministre; • Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur; • M^{me} Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe à la performance, au financement et 	Aucun.

		<p>au soutien à la gestion;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Esther Blais, directrice générale des affaires collégiales; • Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres; • M. Éric Fournier, directeur général du financement; • M. Jean-François Constant, directeur général des politiques et de la performance; • M. Martin Baron, directeur général de l'accessibilité financière aux études; • Mme Marie-Josée Larocque, directrice des programmes de formation collégiale; • Mme Michelle Bourgeois, directrice des relations du travail du réseau collégial; • M. Stéphane Gingras, directeur de l'expertise et du développement des infrastructures • Mme Danielle Pelletier, adjointe exécutive de la DGAC; • M. Saël Gagné-Ouellet, coordonnateur au SFPR. <p>Réseau collégial public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Josée mercier, directrice des études, Cégep Édouard Montpetit; • M. Mathieu Cormier, directeur général, Cégep de Saint-Laurent; • Mme Nadine Le Gal, directrice générale, Cégep de Saint-Jérôme; • M. Sylvain Blais, directeur général, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. • M. Bernard Tremblay, président-directeur général, Fédération des cégeps; • Mme Isabelle Lorent, directrice des affaires éducatives, Fédération des cégeps; <p>Réseau collégial privé</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Christian Corno, président de l'ACPQ et directeur général, Collège Marianopolis; • M. Patrick Bérubé, directeur général, ACPQ. 	
COVID-19 -> MES-BCI	Ce comité a pour mandat d'assurer le transfert d'information au réseau universitaire concernant les mesures de la crise sanitaire.	<p>Ministère de l'Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Bernard Matte, sous-ministre de l'enseignement supérieur; • M. Nicolas Descroix, directeur de cabinet de la ministre de 	Aucun.

		<p>l'enseignement supérieur;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Isabelle Desrochers-Galibeau, conseillère au cabinet de la ministre; • M. Simon Bergeron, sous-ministre adjoint du développement et du soutien des réseaux; • Mme Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe de la performance, du financement et du soutien à la gestion; • M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres. <p>Bureau de coopération interuniversitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Ginette Legault, directrice générale; • M. Pierre Cossette, président du conseil d'administration; • Mme Valérie Beauchamp, responsable et conseillère stratégique; • Mme Marjolaine Adam, responsable et conseillère stratégique; • M. Fabien Rose, conseiller. 	
Comité pour accroître le présentiel	Le comité de haut niveau a pour mandat d'assurer le suivi de la présence étudiante sur les campus et de proposer des orientations stratégiques afin d'accroître le taux d'activités en présence.	<p>Ministère de l'Enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Bernard Matte, sous-ministre de l'enseignement supérieur; • M. Jean Boulet, directeur du bureau du sous-ministre; • M. Nicolas Descroix, directeur de cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur; • M. François Brochu, attaché politique du cabinet de la ministre; • Mme Eve Gaucher, conseillère au cabinet de la ministre; • Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur; • M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres; • M. Christian Lavoie, directeur des affaires étudiantes et interordres; • Mme Isabelle Desrochers-Galibeau, conseillère au cabinet de la ministre; • Mme Mariannik Toutant, coordonnatrice à la DAEI. 	Aucun.

		<p>Ministère de la santé et des services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Richard Massé, conseiller pour la santé publique. • M. Marie-France Raynault, conseillère pour la santé publique; • Mme Marie-Ève Bédard, sous-ministre adjointe à la direction générale de la surveillance, de la planification, de la coordination, de la prévention et de la promotion en santé publique; • Mme Julie Rousseau, directrice générale adjointe de la prévention et de la promotion de la santé; • Mme Anne-Marie Langlois, directrice du développement, de l'adaptation et de l'intégration sociale • Mme Anne-Sophie Desmeules, conseillère; • M. Éric Litvak, conseiller médical stratégique adjoint, direction générale de la santé publique. <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Manuelle Oudar, présidente du conseil d'administration; • M. Bruno Faucher, directeur de la coordination, de l'information et de la formation. <p>Réseau collégial</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Sylvain Lambert, directeur général, Cégep Édouard Montpetit. • M. Bernard Tremblay, président-directeur général, Fédération des cégeps. <p>Réseau universitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Fabrice Labeau, doyen des services aux étudiants, Université McGill; • M. Pierre Cossette, recteur, Université de Sherbrooke. <p>Collèges privés</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Patrick Bérubé, directeur général, ACPQ; • M. Christian Corno, président de l'ACPQ et directeur général, Collège Marianopolis. 	
Forum d'échange au	Ce forum a pour mandat d'assurer la	Ministère de l'Enseignement	Aucun.

sujet des universités en contexte de pandémie	mobilisation des partenaires du réseau universitaire afin de traverser la pandémie de Covid-19 et d'organiser ses lendemains.	<p>supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Bernard Matte, sous-ministre de l'enseignement supérieur; • Mme Sylvie Lehoux, secrétaire générale; • M. François Brochu, attaché politique du cabinet de la ministre; • Mme Isabelle Desrochers-Galibeau, conseillère au cabinet de la ministre; • Simon Bergeron, sous-ministre adjoint, Secteur du développement et du soutien des réseaux à l'Enseignement supérieur; • Mme Nathalie Parenteau, sous-ministre adjointe de la performance, du financement et du soutien à la gestion; • M. Éric Fournier, directeur général du financement; • M. Marc-André Thivierge, directeur général des affaires universitaires, étudiantes et interordres. <p>Représentants des syndicats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Caroline Quesnel, présidente, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec-CSN; • M. Richard Bousquet, vice-présidence du regroupement université, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec-CSN; • Mme Louise Briand, vice-présidente, Fédération des professionnelles-CSN; • M. Jean Portugais, président, Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU); • M. Claude Fortin, président, Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche; • Mme Carole Neill, présidente, Conseil provincial du secteur universitaire du SCFP; • M. Yvan Pépin, vice-président, Conseil provincial du secteur universitaire du SCFP; • Mme Stéphanie Gratton, vice-présidente, Fédération des employées et employés de services publics; • M. Vincent Beaucher, président, Fédération de la recherche et de l'enseignement universitaire du 	
---	---	--	--

		<p>Québec.</p> <p>Associations étudiantes</p> <ul style="list-style-type: none">• Mme Jade Marcil, présidente, Union étudiante du Québec;• M. Hadrien Chénier-Marais, président de l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté de l'éducation permanente. <p>Représentants universitaires</p> <ul style="list-style-type: none">• M. Pierre Cossette, président du conseil d'administration, Bureau de coopération interuniversitaires;• Mme Ginette Legault, directrice générale, Bureau de coopération interuniversitaires;• Mme Magda Fusaro, rectrice, Université du Québec à Montréal.	
--	--	---	--

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec compte quelques comités comportant des membres provenant de l'extérieur de l'Institut. Les membres de ces comités ne reçoivent aucun honoraire.

**COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Les membres qui participent aux réunions du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études ne reçoivent aucun honoraire.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Chaque année, la Commission fait appel à des experts qui proviennent en majorité des collèges et du milieu socioéconomique afin de l'aider dans la réalisation de ses opérations d'évaluation, notamment pour participer aux travaux des comités de visite des établissements et des comités consultatifs mis sur pied, comme le prévoit sa loi constitutive. Ces experts agissent à titre bénévole et ne reçoivent donc aucun honoraire. La Commission défraie leurs dépenses de déplacement (transport, logement et repas) selon les dispositions de la *Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics*.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

RÉPONSE

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

RÉPONSE

La réponse à cette question est fournie à la question n° 15 m) des demandes de renseignements généraux de l'opposition.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Montant alloué à la rémunération des stages dans le Ministère depuis 2016 :

- a) nombre de stagiaires reçus;
 - b) heures de stages effectués;
 - c) rémunération totale déboursée.
-

RÉPONSE

- a) Il y a eu 11 stagiaires au Ministère entre le 22 juin 2020 et le 28 février 2021.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) La rémunération totale déboursée pour les stagiaires est de 42 811,72 \$.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués.
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec n'a reçu aucun stagiaire rémunéré en 2020-2021.
- b) La réponse à cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Aucune

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Aucun stage rémunéré, au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, en 2020-2021.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Aucun stage n'a été effectué au cours de l'année financière 2020-2021.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.
-

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
 - b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.
-

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez fournir une liste des actions effectuées par le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) Les sommes dépensées pour chaque action ;
- b) Le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
 - b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.
-

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

RÉPONSE

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.